

One Planet Summit, une mobilisation politique inédite pour la biodiversité

Les engagements annoncés par les décideurs réunis lundi à Paris et en visioconférence devront se concrétiser pour espérer enrayer l'érosion du vivant.

Par Perrine Mouterde

Emmanuel Macron, Justin Trudeau, Erna Solberg et Boris Johnson, lors du One Planet Summit, en visioconférence depuis l'Élysée, le 11 janvier.

La militante Greta Thunberg et Greenpeace n'y ont vu que du « bla-bla » et un « défilé de vieilles annonces », quand d'autres acteurs de la protection de l'environnement saluent une mobilisation inédite et des engagements importants.

Le premier One Planet Summit consacré à la biodiversité, organisé par la France lundi 11 janvier, a lancé une série de rendez-vous cruciaux visant à aboutir, à la fin de l'année, à l'adoption d'une nouvelle feuille de route mondiale pour la protection des écosystèmes lors de la 15e Conférence des parties (COP15) de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

« Le constat scientifique [concernant la perte de biodiversité] est sans appel, a rappelé le président Emmanuel Macron depuis l'Élysée. C'est à une transformation profonde et rapide de notre modèle de développement que nous sommes appelés. Notre avenir et celui de la planète dépendent de ce que nous faisons ici et maintenant. »

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Biodiversité : une espèce sur huit, animale et végétale, risque de disparaître à brève échéance

Favoriser l'agroécologie, mobiliser des financements nouveaux, améliorer la lutte contre la déforestation... Une trentaine de décideurs – parmi lesquels les premiers ministres britannique et canadien, la chancelière allemande, la présidente de la Commission européenne, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé... – se sont exprimés sur ces sujets majeurs. « Ce sommet témoigne d'une prise de conscience au plus haut niveau, se réjouit Bruno David, le président du Muséum national d'histoire naturelle. Moi qui suis biologiste, cela me rassure sur le fait que la biodiversité est réellement entrée dans les agendas. »

« Toutes les vulnérabilités sont liées »

D'ici à la COP15, la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples entend convaincre le plus grand nombre de pays possibles d'endosser l'objectif de placer sous protection un tiers de la surface de la Terre d'ici à 2030 – quand 7 % des océans et 15 % des espaces terrestres sont aujourd'hui protégés. Le sommet a été l'occasion pour l'Allemagne et l'Italie notamment d'annoncer leur ralliement à cette alliance, qui compte désormais une cinquantaine de membres.

L'idée de placer 10 % des terres et des mers sous protection forte – ce à quoi la France s'est engagée au niveau national – n'a en revanche pas été abordée, faute de consensus. « L'objectif d'étendre les zones protégées est sur la table depuis longtemps déjà, mais le flou persiste quant au niveau de protection envisagé et les mesures concrètes qui seraient mises en œuvre », a regretté François Chartier, chargé de campagne Océans pour Greenpeace France.

Une nouvelle initiative pour une mer Méditerranée « exemplaire » en 2030 a par ailleurs été lancée autour de quatre axes : l'élargissement des espaces protégés, la fin de la surpêche, l'élimination de la pollution marine et du plastique à usage unique et le développement de transports maritimes plus propres. Si la Méditerranée ne représente que 1 % de la surface des océans, elle jouit d'une biodiversité particulièrement riche – avec plus de 17 000 espèces recensées – mais aussi fortement menacée. Le congrès de l'Union internationale de conservation de la nature, prévu en septembre à Marseille, doit être l'occasion de porter cette initiative embryonnaire.

Ce sommet a également été l'occasion d'affirmer les liens entre les trois crises majeures que sont le dérèglement climatique, l'érosion de la biodiversité et la pandémie de Covid-19. « Toutes les vulnérabilités sont liées », a rappelé le président français.

Les forêts, qui occupent près d'un tiers de la surface terrestre, sont à la croisée de ces problématiques. La Commission européenne a annoncé qu'elle proposerait en juin une législation visant à restreindre progressivement la mise sur le marché de matières premières liées à la déforestation. « Pour changer les règles du jeu, il faut adopter des lois à l'échelle du continent, a souligné le député européen Pascal Canfin (Renew Europe). Nous allons utiliser des outils satellitaires qui nous permettent de tracer à l'hectare près ce qui est produit. »

« Actions concrètes et engagements politiques »

La convergence entre le climat et la biodiversité s'est aussi exprimée concernant les financements, par le biais d'un appel à ce que 30 % des investissements en faveur du climat soient aussi bénéfiques à la protection de la nature d'ici à 2030.

Lors d'un événement organisé en marge du sommet, une enveloppe de près de 12 milliards d'euros sur cinq ans a par ailleurs été constituée pour permettre de relancer la Grande Muraille verte, un projet initié il y a une quinzaine d'années destiné à prévenir l'avancée du désert dans le Sahel.

Lire aussi Sahel : la Grande Muraille verte relancée lors du One Planet Summit

Pour Arnaud Schwartz, le président de France nature environnement (FNE), ces engagements sont d'autant plus importants qu'ils se complètent. « Nous avons besoin de solidarité entre les continents ; nous avons besoin d'une Grande Muraille verte au Sahel et de plus petites murailles vertes à l'échelle de chaque pays ; nous avons besoin de protéger nos forêts ici et ailleurs. »

« L'Europe, l'Afrique, l'Amérique du Sud et du Nord ont été très présentes au cours de ce sommet mais je suis de plus en plus inquiet de ne pas voir l'Asie prendre sa place », remarque toutefois Basile van Havre, le coprésident du groupe de la CDB dédié aux négociations du cadre post-2020. La Chine, qui accueillera la COP15 et s'est exprimée par la voix de son vice-premier ministre, a simplement appelé à un « effort collectif », sans impulser de dynamique ambitieuse.

Comme en réponse à Greta Thunberg, Emmanuel Macron a pris les devants en concluant le sommet. « Certains nous diront que c'est du bla-bla, a-t-il lancé. Je crois que changer les choses suppose des actions concrètes sur le terrain mais aussi des engagements politiques tels que ceux pris ici. »

Urgence à agir

Si l'ONG Humanité et biodiversité salue une mobilisation inédite en faveur de la biodiversité, hissée pour la première fois au même niveau que le climat, elle regrette que cette prise de conscience arrive tardivement.

« Il n'y a finalement pas beaucoup d'engagements nouveaux par rapport à ceux adoptés par la communauté internationale il y a dix ans à Aïchi, au Japon », note sa directrice, l'ancienne eurodéputée Sandrine Bélier. « Il y a des annonces, il faudra voir maintenant comment elles se traduisent en actes », souligne aussi Véronique Andrieux, la directrice générale du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Article réservé à nos abonnés Lire aussi « Détruire la nature doit désormais avoir un coût »

A la tête du groupe de travail chargé de rédiger le projet de cadre mondial qui sera discuté en Chine, Basile van Havre salue un sommet utile et des dynamiques positives. Il regrette toutefois que l'urgence à agir ne se soit pas exprimée plus fortement, alors que l'agenda des négociations s'annonce particulièrement serré. « Je sais que si certains veulent avancer rapidement, d'autres n'y sont pas prêts, note-t-il. Or si on rate une échéance, on ne parviendra pas à un accord ambitieux en 2021. »

Perrine Mouterde

+ à lire aussi mais en anglais (google traduction est utile ...)

[IPBES Workshop on Biodiversity and Pandemics Report](#)